

## Conjoncture économique et politiques sociales

Malgré les perturbations liées aux différents impacts de la pandémie, en particulier dans les chaînes d'approvisionnement, et un contexte géopolitique plus qu'incertain et inquiétant, entraînant une crise énergétique et alimentaire, la croissance devrait passer de 1,6 % en 2023 à 1,7 % en 2024 et à 1,8 % en 2025 dans les pays de l'OCDE et la croissance mondiale se maintiendra à 3,2 % en 2024 et 2025. La croissance mondiale devrait s'établir à 3,1 % d'ici 5 ans, le niveau le plus faible enregistré depuis plusieurs décennies. L'inflation mondiale devrait régulièrement reculer, de 6,8 % en 2023 à 5,9 % en 2024, puis à 4,5 % en 2025. Globalement, l'inflation hors énergie et alimentation, devrait ralentir plus progressivement.

La dette publique a atteint à la fin du premier trimestre 2024 3 159,7 milliards d'euros et correspond à 5,5 points de PIB. Mais ce chiffre pourrait être plus conséquent, car les dernières annonces du 2 septembre dernier de Bruno Le Maire, en tant que ministre de l'Économie, évoquent un accroissement du déficit public qui rend difficile la trajectoire des finances publiques prévue par le gouvernement. Le ministre préconise d'ailleurs de diminuer de 16 milliards d'euros les dépenses de l'État.

Plus préoccupante encore est la situation des collectivités territoriales qui assument un grand nombre des politiques sociales et dont les finances se dégradent, alors que les dépenses ont atteint 212,2 milliards d'euros en 2023, affichant une augmentation de 6,1 %, contre 5 % en 2022.

Dans un contexte de diminution de l'inflation, l'évolution des salaires et des revenus a connu une évolution similaire. Le SMIC a été revalorisé six fois depuis début 2021, pour une hausse de 12,39 % sur cette période – alors que l'inflation était de 11,72 % sur la même période.

2023 a été marquée par une forte hausse des prix, mais qui, selon les statistiques, a été largement compensée par les hausses de salaires. 2024 a suivi la tendance : alors que l'inflation a ralenti, les hausses de salaires sont moins importantes depuis le début de l'année mais le pouvoir d'achat des salariés a progressé grâce au ralentissement de l'inflation : le niveau moyen de ces augmentations est de 3,5 % pour les ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise (contre 4,6 % l'an passé) et les salaires des cadres progressent presque autant, de 3,4 %. Alors qu'au mois de juillet, l'inflation en France était de 2,3 % sur un an, selon l'Insee.

Le ralentissement des salaires en 2024 serait ainsi un peu moins marqué que celui des prix, si bien que les salaires réels repartiraient légèrement à la hausse mais sur cette première année de regain de salaire réel, les gains de pouvoir d'achat anticipés pour 2024 seraient malgré tout loin de rattraper les pertes subies en 2022.

Dans le même temps, les créations d'emplois ont permis, en agrégé, une hausse des revenus moyens de 210 euros par an, permettant de compenser en partie la chute du pouvoir d'achat.

À ce tableau inquiétant de l'état des finances publiques, se conjugue une situation sociale dégradée, avec pour l'heure, une grande inaction sur les politiques sociales. À ce stade, les intentions du gouvernement Barnier en matière de politiques sociales ne sont pas encore connues. Toutefois, la priorisation de la résorption de la dette publique et l'attention portée par Bruxelles aux finances publiques de la France laissent craindre d'autres restrictions budgétaires et présagent une absence de politique d'investissement social et de redistribution. L'urgence sociale le nécessiterait pourtant !

Uniopss, le 5 septembre 2024